

SOMMAIRE DU N° 4-2001

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Georges A. L. DROZ et Hélène GAUDEMET-TALLON. — *La transformation de la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968 en Règlement du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale* 601

Sept 2 - 2001

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

.....

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Etranger. — Article 35 bis de l'Ordonnance du 2 novembre 1945. — Reconduite à la frontière. — Maintien en rétention. — Saisine du juge. — Demande d'annulation. — Pouvoirs du juge. — Cour de cassation (2^e Ch. civ.), 15 juin 2000, note N. Guimezanes, p. 653.

Etranger. — Reconduite à la frontière. — Maintien en rétention. — Saisine du juge. — Interpellation. — Régularité. — Procédure de flagrant délit. — Convocation au commissariat de police. — Cour de cassation (2^e Ch. civ.), 14 décembre 2000, note Sandrine Clavel, p. 656.

Etranger. — Ordonnance du 2 novembre 1945. — Article 35 bis. — Reconduite à la frontière. — Maintien en rétention. — Saisine du juge. — Ordonnance statuant sur une des mesures énumérées à l'article 35 bis. — Appel. — Irrecevabilité. — Défaut d'énonciation des moyens dans l'acte d'appel. — Cour de cassation (2^e Ch. civ.), 15 mars 2000, note N. Guimezanes, p. 667.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Convention de Rome du 19 juin 1980. — Article 4. — Contrat. — Architecte. — Immeuble à construire en France. — Article 4.5. — Réserve des liens les plus étroits. — Loi française. — Tribunal de grande instance de Poitiers, 22 décembre 1999, note Pauline Rémy-Corlay, p. 670.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Compétence. — Convention de Genève du 19 mai 1956. — Transport terrestre international de marchandises. — Tribunal du lieu prévu pour la livraison. — Condition. — 2^e Action directe. — Loi applicable. — Assurance responsabilité. — Action de la victime contre l'assureur. — Loi du lieu du fait dommageable. — Régime de l'assurance. — Loi du contrat. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 20 décembre 2000, note Vincente Heuzé, p. 682.

Acte public étranger. — Testament reçu par acte notarié. — Annulation. — Pouvoir juridictionnel du juge du for (non). 2^e Procédure d'inscription en faux. — Acte notarié étranger. — Incompétence des juridictions françaises. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 20 mars 2001, note Horatia Muir Watt, p. 697.

Divorce. — Jugement algérien. — Répudiation unilatérale. — Répudiation par le mari. — Exequatur. — Epoux algériens. — Epoux domiciliés en France. — Compétence indirecte. — Choix non frauduleux. — Conformité à l'ordre public. — Garanties procédurales. — Avantages pécuniaires. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 3 juillet 2001, note Léna Gannagé, p. 704.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Notification et signification. — Actes de procédure. — Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Protocole annexé. — Article IV. — Modes de transmission des actes juridiques. — Options. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 2 mai 2001, note Elisabeth Poisson-Drocourt, p. 717.

Table des sommaires 2000, par Etienne Pataut, p. 723.

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

.....

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Droit de la consommation. — Protection du consommateur. — Contrats à distance. — Ordonnance du 23 août 2001, p. 765. — Mayotte. — Conflits internes. — Loi du 11 juillet 2001, p. 766. — Pensions. — Perte de la nationalité française. — Suspension. — Veuves algériennes. — Exception. — Loi du 17 juillet 2001, p. 767. — Propriété intellectuelle. — Dessins et modèles. — Ordonnance du 25 juillet 2001, p. 767.

III. — Communautés européennes.

.....

IV. — Informations diverses.

Pacte civil de solidarité. — Français résidant à l'étranger. — Difficultés. — Rép. Min., p. 771. — Allemagne. — Partenariat enregistré. — Loi du 16 février 2001, note Paul Lagarde, p. 772. — Suède. — Partenariats enregistrés. — Loi du 31 mai 2000, p. 774. — Groupe européen de droit international privé (Session de Lund — 21-23 septembre 2001), note Paul Lagarde, p. 774.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — Livres. — Boulanger (F.), *Enjeux et défis de l'adoption, Etude comparative et internationale* (Horatia Muir Watt), p. 779. — Calvo Carravaca (Alfonso-Luis) et Carrascosa Gonzalez (Javier), *Practica procesal civil internacional, Formularios comentados, textos legales, jurisprudencia y casos praticos* (Horatia Muir Watt), p. 779. — Chabert (Cyrille), *L'intérêt de l'enfant et les conflits de lois* (Horatia Muir Watt), p. 780. — *Deutsches Internationales Privatrecht im 16. und 17. Jahrhundert* (Paul Lagarde), p. 782. — Schulz (Carsten), *Die Subsumtion ausländischer Rechtstatsachen (unter besonderer Berücksichtigung der Erfüllbarkeit der deutschen Geschäftsform im Ausland sowie der Substitution gerichtlicher Rechtsverfolgungsmagnahmen und Erbscheine bei deutscher lex causae)* (Petra Hammje), p. 787.

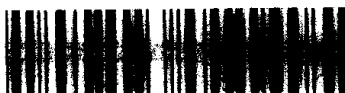
II. — Revues.

.....

III. — Index bibliographique 2000. 793

Tables annuelles 2001. 829

400282



01060

Revue critique de droit international privé



Paul Lagarde

Bertrand Ancel

Horatia Muir Watt

DALLOZ